



Routes nationales N01 / Section n°02

Pièce N°

21



JONCTION DE VERSOIX

Section d'entretien : N01.02

Objet / Lot : 03JCTVERO

Km. d'entretien : de 0.000 à 0.000

RBBS : N01 00+000 - 00+000

Désignation TDcost : N01.02 160068

Canton : Genève

Commune : Bellevue

DB-N°:

JCT Versoix réaménagement route des Romelles

PROJET DEFINITIF (AP)

Réaménagement de la route des Romelles

Selon ORN (RS 725.111) Art. 12 al. 1

m3. Installations ferroviaires



Groupe VERO

☐ sd ingénierie

☒ Solfor

☐ Transitec

☐ Ecotec

☐ Lombardi

N° document (interne) :

0	1	0	2	1	6	0	0	6	8
V	E	R	O					A	P
P	2	1	-	0					

Référence interne : 4948

Revision	Etabli le	Indice A	Indice B	Indice C	Indice D	Doc./Plan (auteur) :	03JCTVERO_AP_P21_m3_SOL_0
Date	01.10.2020					Objet inventorié - numéro :	03JCTVERO
Dessiné	AC					Format :	A4
Contrôlé	BC					Echelle :	-
Direction de projet Office fédéral des routes OFROU Filiale d'Estavayer-le-Lac Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac						Date de réception :	
						Examiné / ingénieur expert :	
						Validé / libéré par :	

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	4
1.1. But et objectif.....	4
2. DESCRIPTION DU PROJET	5
2.1. Situation générale.....	5
2.2. Eléments projetés	6
3. INSTALLATIONS FERROVIAIRES DE TIERS	8
3.1. Références aux articles de loi	8
3.2. Mesures à prendre en considération	8
3.2.1. Durant le chantier	8
3.2.2. À l'état définitif	8
4. ANNEXES	9
4.1. Annexe 1 : Prise de position des CFF	9
4.3. Annexe 2 : Extrait du plan de situation	12
4.4. Annexe 3 : Plan d'ensemble du passage inférieur CFF des Tuileries existant	13
4.5. Annexe 4 : Convention relative à la prolongation et à l'entretien du passage inférieur des Tuileries	14



LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Vue générale du projet - Extrait de la pièce « a. Plan d'ensemble » (source : Groupement VERO).....	5
Figure 2 - Extrait du plan de situation (source : Groupement VERO)	6
Figure 3 - Coupe type projetée – Passage inférieur CFF des Tuileries (source : Groupement VERO).....	6
Figure 4 – Extrait du Profil en long projeté de la route des Romelles au niveau du P.I. des Tuileries (source : Groupement VERO).....	7



1. INTRODUCTION

1.1. But et objectif

Le projet est situé sur la commune de Bellevue (GE). Il concerne le réaménagement de la route des Romelles, entre le carrefour de l'entrée/sortie d'autoroute de la jonction de Versoix et le carrefour avec la route de Lausanne.

Les aménagements prévus doivent permettre de fluidifier le trafic en adaptant le réseau routier local aux nouvelles charges de trafic liées au développement urbain. Ces aménagements sont prévus au niveau du giratoire des Romelles ainsi que sur la route des Romelles.

La présente procédure de projet définitif (AP) concerne les aménagements prévus pour une mise en service actuellement envisagé à l'horizon 2024.

L'ouvrage concerné par le présent dossier, est le passage inférieur CFF des Tuileries (Objet 314 / OA 4805), passant au-dessus de la route des Romelles. Il se situe sur la ligne n°150, « Lausanne- Genève », à proximité immédiate de la halte « Les Tuileries », km 55'741.

Le présent document est relatif aux impacts sur le passage inférieur liés à la requalification de la route des Romelles. Il s'attachera à faire la description des éléments techniques du projet, vis-à-vis des installations ferroviaires de tiers existantes et définit les mesures à prendre vis-à-vis de cet ouvrage.

La prise de position de l'exploitant du réseau ferroviaire, à savoir les CFF (Chemins de fer fédéraux suisses) est remise en annexe.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1. Situation générale

Le projet prévoit un réaménagement de la route des Romelles et d'une partie de la route de Lausanne, sur la commune de Bellevue (GE).

La limite ouest comprend le giratoire des Tuileries, qui connecte les bretelles d'autoroute, le chemin des Tuileries et la route des Romelles. A l'est, la limite est la route de Lausanne, avec son carrefour et ses accroches.

Sur la route de Lausanne, le projet prévoit de requalifier les accroches du carrefour, au nord et au sud ainsi que de créer un nouveau carrefour pour l'accès sud du futur Plan Localisé de Quartier de « Champs-du Château ».

La route des Romelles et le tronçon de la route de Lausanne, impactés par le projet, se situent dans le périmètre de compétence des routes nationales de l'Office fédéral des routes (PERI-NS OFROU).

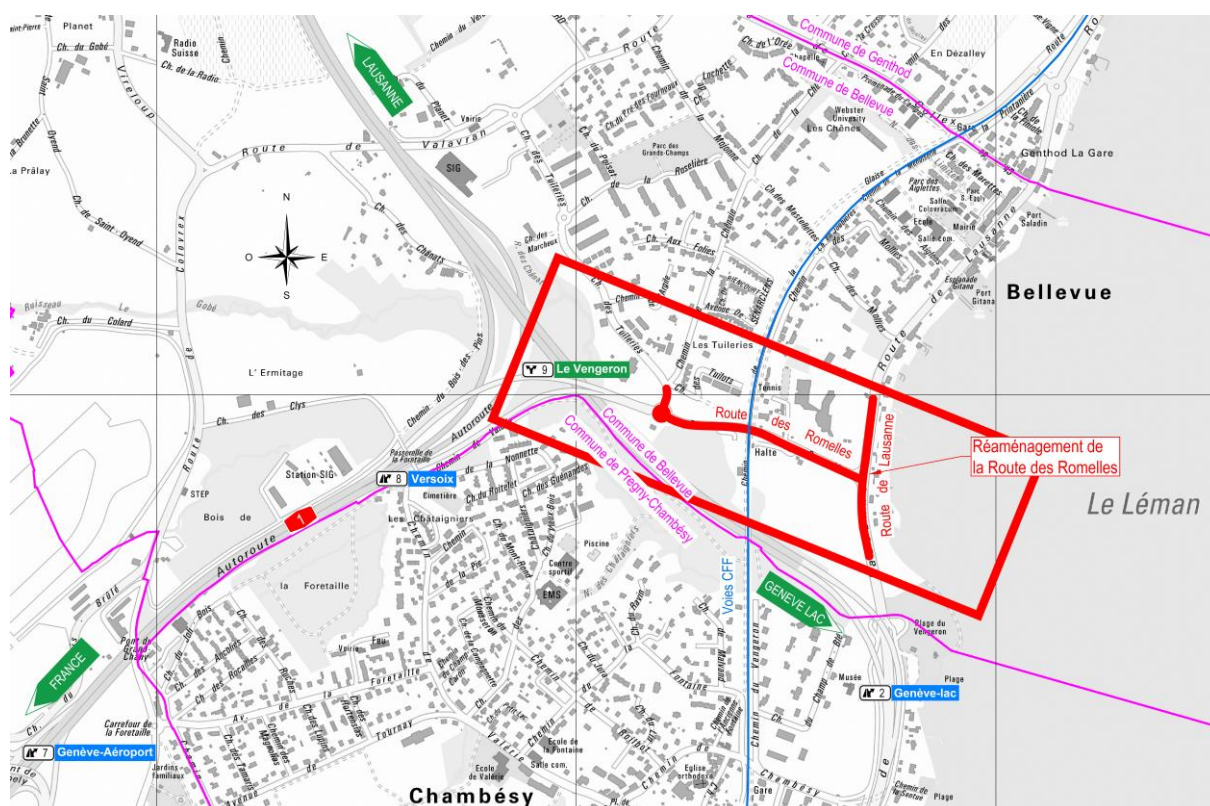


Figure 1 - Vue générale du projet - Extrait de la pièce « a. Plan d'ensemble » (source : Groupement VERO)

La route des Romelles croise les voies de chemin de fer au moyen d'un passage inférieur. Le projet de réaménagement n'envisage pas d'intervention sur le passage inférieur lui-même (gabarit, structure porteuse).

Le mur de soutènement situé dans le prolongement du passage inférieur, au Sud et côté Lac, est modifié.

2.2. Eléments projetés

Le projet de requalification de la route des Romelles prévoit une redistribution des circulations sous le passage inférieur existant, le gabarit vertical restant inchangé.

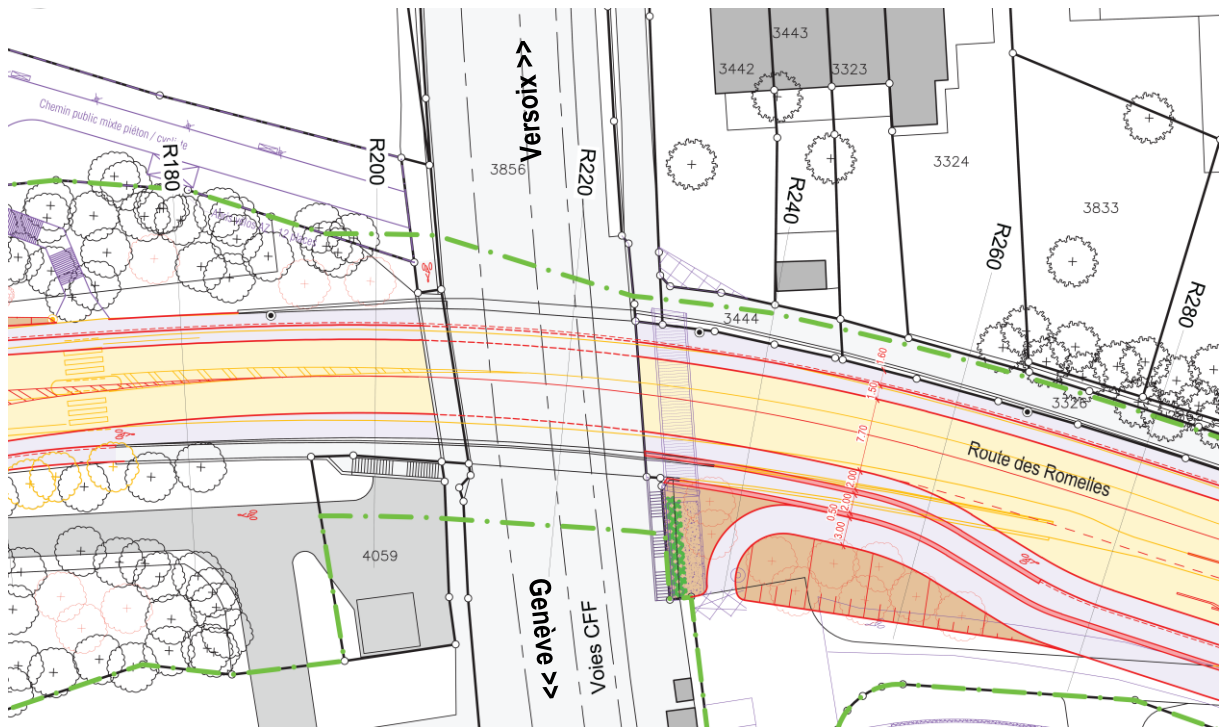


Figure 2 - Extrait du plan de situation (source : Groupement VERO)

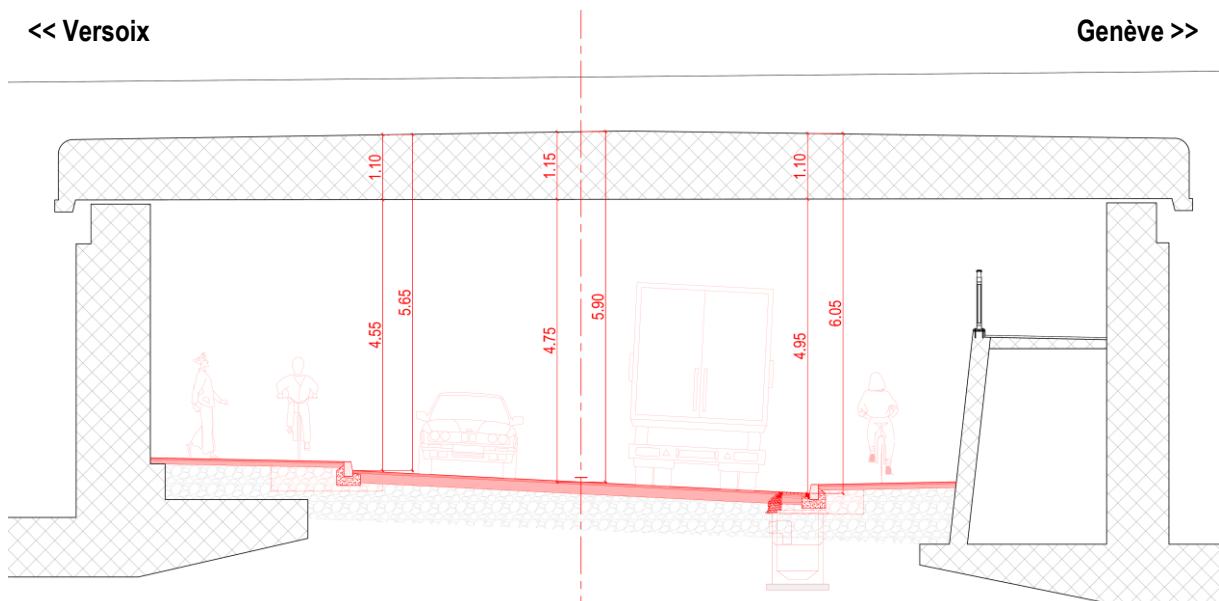


Figure 3 - Coupe type projetée – Passage inférieur CFF des Tuileries (source : Groupement VERO)

<< Jura

Lac >>

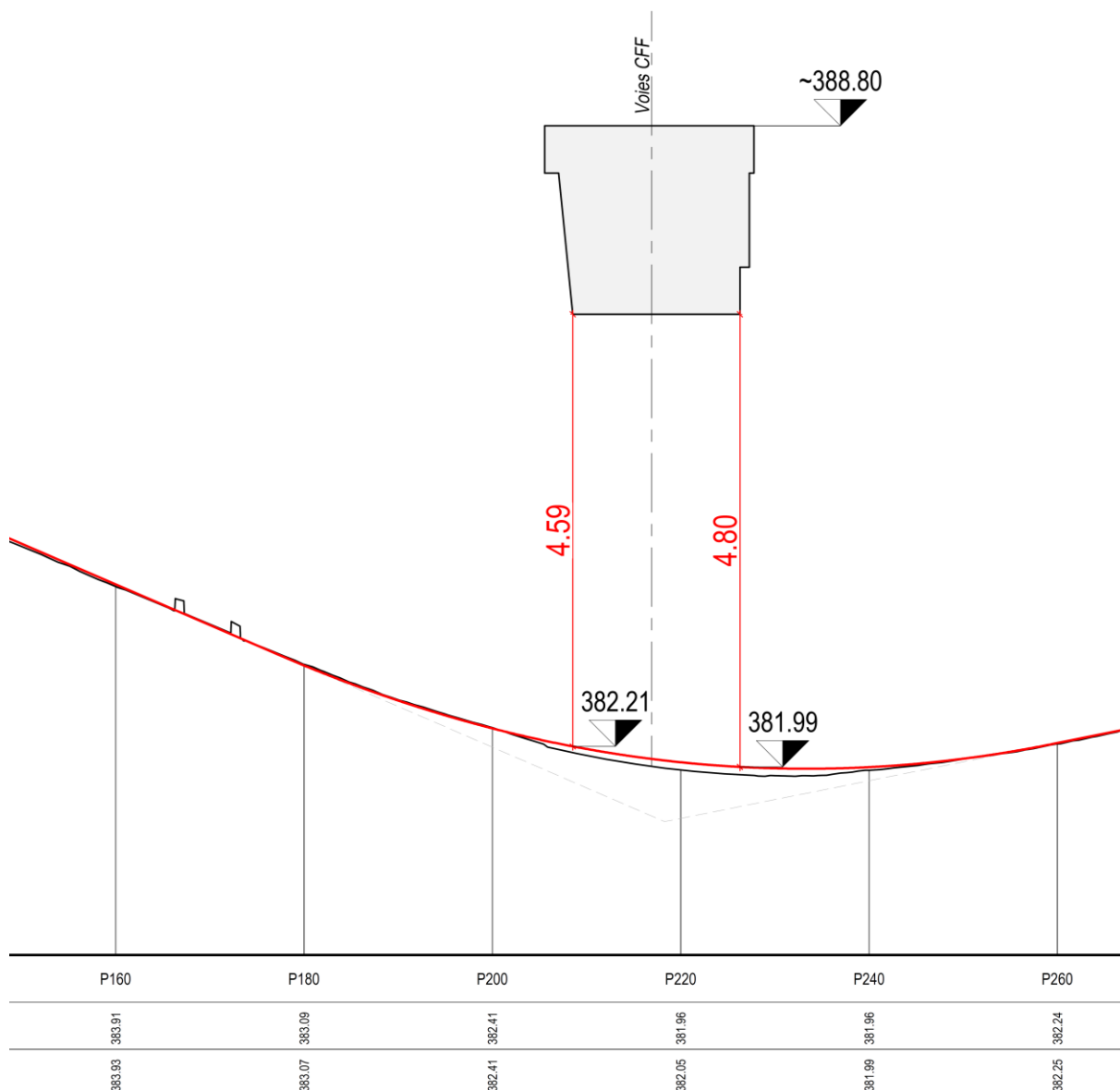


Figure 4 – Extrait du Profil en long projeté de la route des Romelles au niveau du P.I. des Tuileries (source : Groupement VERO)



3. INSTALLATIONS FERROVIAIRES DE TIERS

Une installation ferroviaire de tiers, sous exploitation des CFF, est située à proximité de la zone d'étude. Il s'agit de la ligne CFF Lausanne - Genève-Aéroport (ligne n°150), entre les gares « Les Tuileries » et « Genthod-Bellevue ».

Tous les projets envisagés à une distance de moins de 50 mètres de part et d'autre des parcelles et des lignes électriques aériennes doivent être transmis à son exploitant pour examen et approbation.

Ces installations ne seront pas directement concernées par les travaux de requalification de la route des Romelles. Les travaux se situent sous le passage inférieur et à proximité (reprise du mur de soutènement).

3.1. Références aux articles de loi

Le texte de loi applicable est la « Loi fédérale sur les chemins de fer », (art. 18m LCdF), du 20 décembre 1957 (état le 1^{er} janvier 2018) – RS 742.101.

3.2. Mesures à prendre en considération

Afin d'assurer la compatibilité du projet avec les installations ferroviaires concernées, il est pris en considération les mesures décrites dans les paragraphes suivants.

3.2.1. Durant le chantier

Compte tenu de la proximité des installations électriques (ferroviaires et réseaux électriques), des mesures de protection seront prises lors de l'utilisation d'engins de levage et de machines de chantier à proximité de ces installations.

3.2.2. À l'état définitif

Aucune mesure n'est prévue à l'état définitif.

4. ANNEXES

4.1. Annexe 1 : Prise de position des CFF

REÇU le
4 JUIN 2019.



CFF SA, Droits fonciers, CP 345, Av. Gare 43, 1001 Lausanne

Solfor SA
À l'att. de Monsieur Aurelien Chapel
Rue du Pré-de-la-Fontaine 15
1242 Satigny

Lausanne, le 29 mai 2019 / MV / TP
N. réf. IM : ID690768 - EN : 140-4927-01
Ligne 150 Lausanne - Genève-Aéroport / Km 55.741 - 55.741 G/D
UL140 132 kV Ss Bussigny - Ss Gland - Ss Genève - mats 406 - 418

Bellevue – Parcelle n°3856 CFF
"AP1 N01 Section n°02" Jonction Versoix - Réaménagement de la route des Romelles
Examen préalable

Monsieur,

Nous nous référons à votre demande du 14 mai 2019 relatif à l'affaire susmentionnée.

Après examen du dossier que vous nous avez soumis, nous vous informons que nous donnons notre accord de principe à la réalisation du projet cité en titre à condition que le maître de l'ouvrage tienne compte, entre autres, des charges formulées ci-dessous dans le cadre de l'établissement du dossier définitif :

- Le dossier définitif devra nous être soumis sous la forme électronique (en PDF à droitsfonciers.ouest@cff.ch). La prise de position définitive des CFF sera communiquée après examen de ce dernier.
- Le maître de l'ouvrage devra prendre contact, au moins **deux semaines avant le début des travaux** avec Monsieur Philippe Schenkel du Groupe IED SA (Route de la Venoge, 1302 Vufflens-la-Ville, tél. 079 623 18 34, philippe.schenkel@ied.swiss) afin que la mise en œuvre des mesures de surveillance et de sécurité puisse être ordonnée.
- Notre ligne de transport électrique à haute tension 140, 132 kV Ss Bussigny – Ss Gland – Ss Genève – mats 406 - 418 est en service et sous tension. Le projet de construction, son infrastructure et les équipements nécessaires sur le chantier ne doivent pas nuire à l'environnement, à la sécurité et à l'exploitation de la ligne.
- Il est impératif de respecter les directives de la SUVA en cas d'utilisation de grues et des machines de chantier à proximité de lignes électriques aériennes. Le maître de l'ouvrage indiquera à Monsieur Philippe Schenkel toutes les machines de chantier qui seront utilisées (grues, pelles mécaniques, engins de démolition, etc.).

Chemins de fer fédéraux suisses CFF
Droits fonciers – Région Ouest
Av. de la Gare 43, CP 345, 1001 Lausanne
Téléphone +41 (0) 512 85 27 90
tania.perez2@cff.ch www.cff.ch



- Un plan de montage de grue, assorti des données relatives au site, à la longueur de la flèche et à la hauteur au-dessus du terrain devra être soumis pour approbation à Monsieur Philippe Schenkel. Le service mandaté par les CFF est chargé de contrôler la grue avant sa mise en service. Le procès-verbal doit être signé.
- Les fondations du pylône ne devront pas être endommagées et/ou déstabilisées. A aucun moment la statique du pylône ne doit être menacée. Les bandes de mise à la terre du pylône ne devront être ni endommagées ni coupées. L'accessibilité au pylône doit être garantie en tout temps.
- Les relations au point de croisement rail-route sont réglées par la convention n°0600-2002-0065 entre l'OFROU et les CFF (dont copie ci-jointe).
- Le projet touche une réservation d'emprise prévue pour une future extension de l'infrastructure ferroviaire (4ème voie côté Lac). Le projet ne modifie toutefois ni la structure, ni le gabarit du passage inférieur et ne touche que le mur de soutènement côté Lac. Etant donné l'ampleur de l'intervention qui sera nécessaire sur ce passage inférieur pour réaliser la future extension de l'infrastructure ferroviaire et le faible impact du projet routier sur ce secteur, nous considérons qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le présent projet et la réservation d'emprise ferroviaire.
- Les CFF vont réaliser des travaux de mise en conformité Lhand de la halte des Tuileries en 2021. Dans le cas où le maître de l'ouvrage planifie le réaménagement de la route des Romelles en 2021, ces derniers devront être coordonnés avec les travaux des CFF. Si le projet projeté doit avoir lieu après 2021, le maître de l'ouvrage devra prendre en considération les travaux des CFF réalisés en 2021.
- Compte tenu de la proximité des installations ferroviaires, le maître de l'ouvrage prendra contact, **huit semaines avant** le début des travaux, avec Monsieur Michael Guinard des CFF Infrastructure, Travaux à proximité de la voie (tél. 079 503 91 34, michael.guinard@sbb.ch) pour régler les problèmes de sécurité liés à l'exploitation ferroviaire ainsi que pour coordonner les prestations CFF.
- Dans le cas où l'entreprise de construction engagerait une **grue tour**, l'implantation de cette dernière, la délimitation de ses mouvements, le concept de mise à terre ainsi que sa mise en service se feront d'entente avec les CFF. A cet effet, le maître de l'ouvrage prendra contact avec Monsieur Michael Guinard des CFF, **huit semaines avant** le début de la mise en place de la grue.
- L'engagement d'une **grue mobile** nécessite la mise en place de mesures de sécurité compte tenu des dangers ferroviaires. Ces mesures seront définies par les CFF. Pour cela, le maître de l'ouvrage prendra contact avec Monsieur Michael Guinard des CFF Infrastructure Surveillance, **huit semaines avant** le début de la mise en place de la grue routière.

Chemins de fer fédéraux suisses CFF
Droits fonciers – Région Ouest
Av. de la Gare 43, CP 345, 1001 Lausanne
Téléphone +41 (0) 512 85 27 90 -
tania.perez2@cff.ch www.cff.ch



- Des mesures de protection devront être prises lors de l'utilisation d'engins de levage et de machines de chantier à proximité des installations ferroviaires des CFF. Les engins pouvant pénétrer dans la zone dangereuse électrique et des trains devront être mis à terre (éventuellement pose d'un éclateur) et être équipés d'un dispositif limitant les mouvements de déplacement.
- La modification du mur de soutènement doit être réalisée selon la directive RTE 27900 « Manuel des mises à terre » (à régler d'entente avec Monsieur Olivier Meuret des CFF Infrastructure, Surveillance (Tél. 079 503 7761, olivier.meuret@sbb.ch)). Les limites de la mise à terre CFF doivent être définies, il ne faut pas la prolonger.
- Toutes les adaptations des installations CFF ainsi que les remises en état des parcelles CFF touchées, de même que toutes les prestations de planification, de conseil ou de contrôle ainsi que celles nécessaires à l'étude et à la réalisation des mesures de sécurité par les CFF, seront facturées au maître de l'ouvrage conformément à l'art. 19 de la Loi sur les chemins de fer (LCdF).
- Toute modification du présent projet devra nous être soumise pour approbation, conformément à l'art. 18m LCdF.

Notre accord conformément à l'article 18m de la Loi fédérale sur les chemins de fer du 20 décembre 1957 (LCdF, RS 742.101) et nos charges pour le permis de construire restent réservés et pourront être communiquées après l'examen des dossiers de demande d'autorisation de construire.

Nous restons à disposition pour tout renseignement supplémentaire que vous jugeriez utile et vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.



Michel Vaudroz
Droits fonciers
Spécialiste des Acquisitions



Tania Perez
Droits fonciers
Collaboratrice Junior

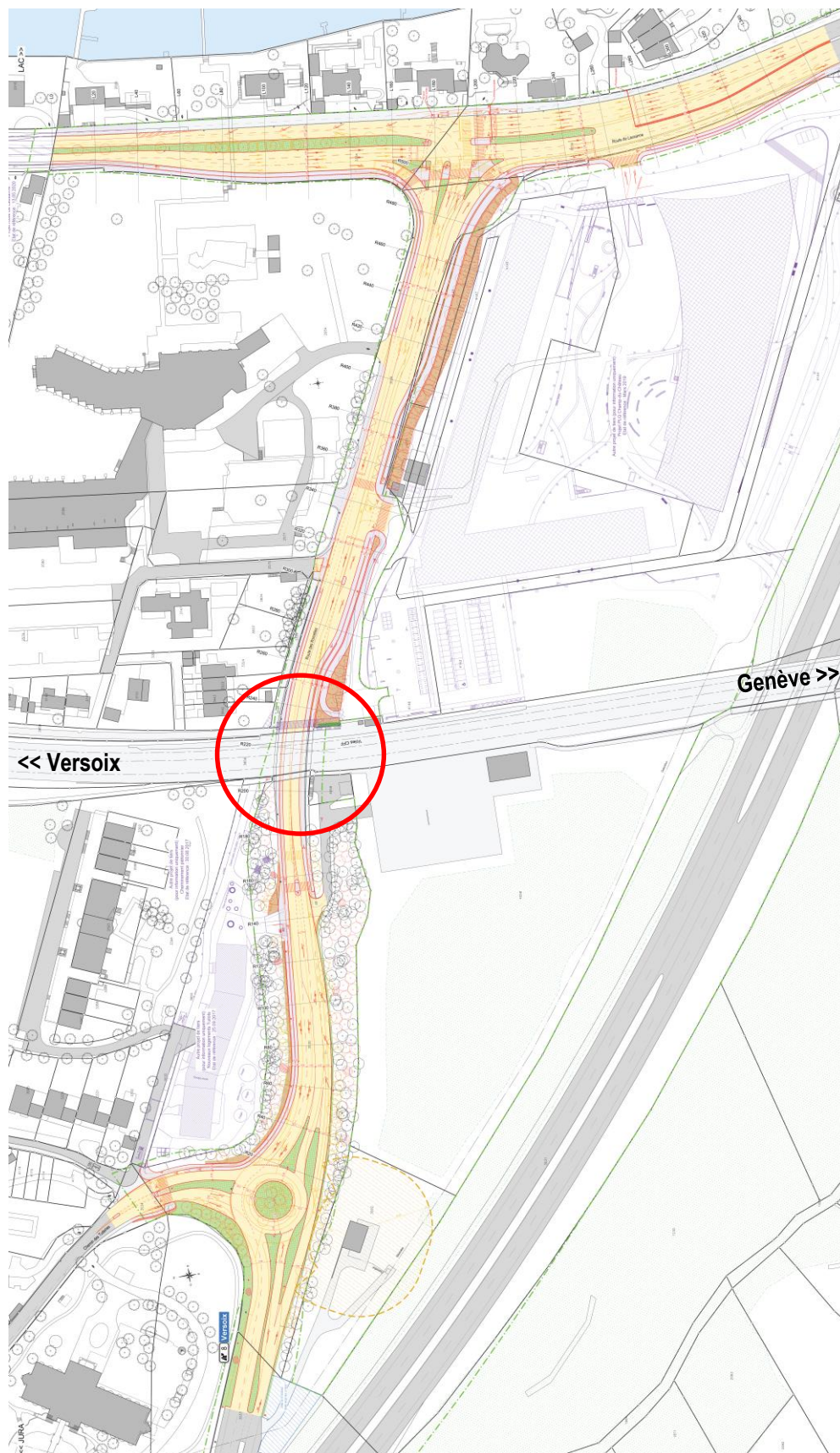
Annexes : Directive RTE 27900
Copie de la convention n°0600-2002-0065

Copie à : I-EN-DAE-OAN
I-FN-NED-NRT-PLA2
I-AT-GPS-RWT-SK1
I-AT-UEW-RWT-GE-BNB
I-AT-KUF-BAM-RWT
I-AT-KUF-BAM-NK
I-AT-KUF-BAM-RWT
I-AT-UEW-RWT-KBN

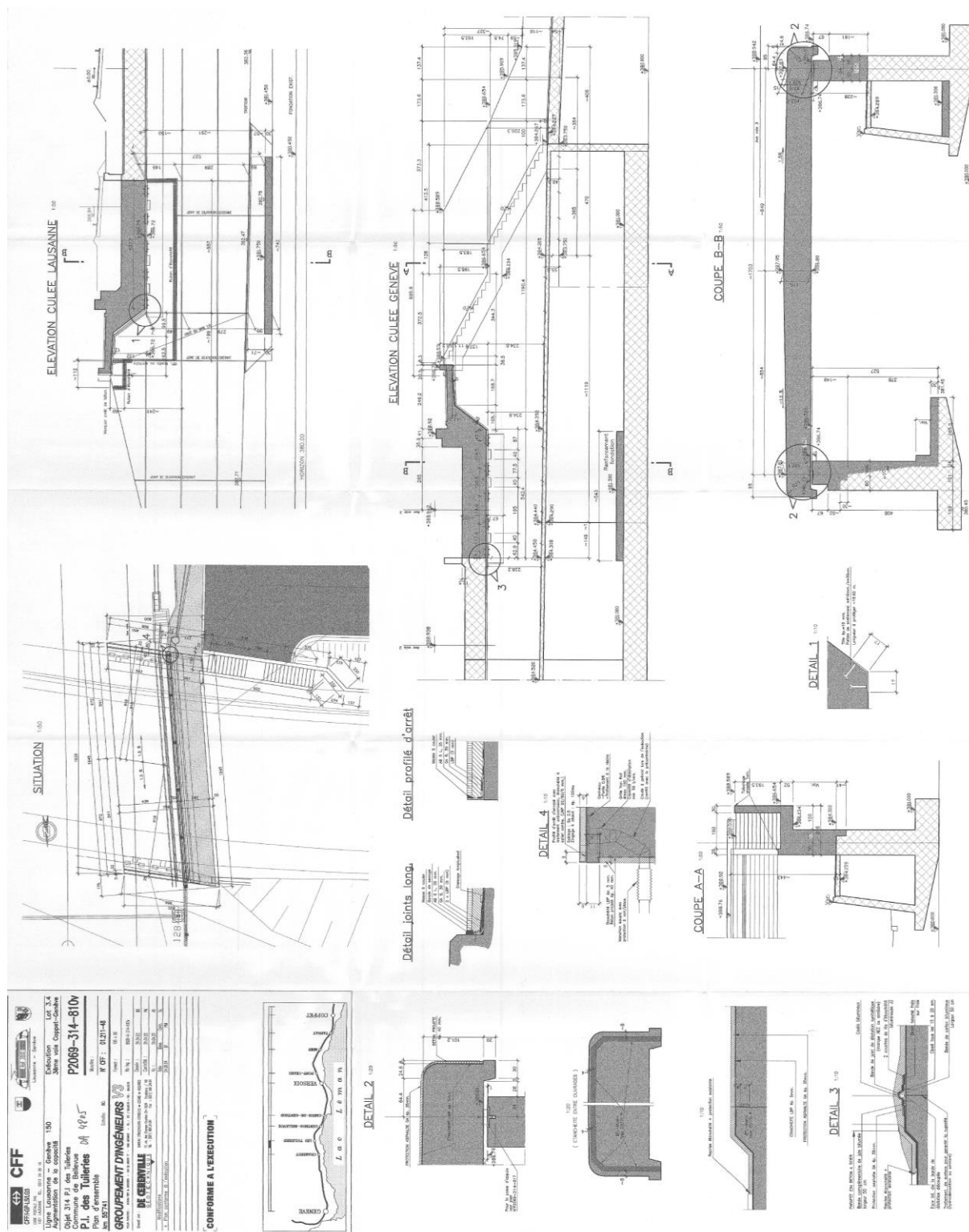
Chemins de fer fédéraux suisses CFF
Droits fonciers – Région Ouest
Av. de la Gare 43, CP 345, 1001 Lausanne
Téléphone +41 (0) 512 85 27 90 -
tania.perez2@cff.ch www.cff.ch



4.3. Annexe 2 : Extrait du plan de situation



4.4. Annexe 3 : Plan d'ensemble du passage inférieur CFF des Tuileries existant





4.5. Annexe 4 : Convention relative à la prolongation et à l'entretien du passage inférieur des Tuileries

REÇU le
4 JUIN 2019

N° de convention CFF : 0600-2002-0065

Tronçon : Les Tuilleries - Chambésy
Ligne n°/km : 150 / 55.741
Désignation de l'objet : Pi des Tuilleries



N° de convention OFROU : M363-0625

Route nationale : N01 a
Km RN : hors
Commune : Bellevue (GE)
N° d'objet OFROU : 25.01.02.900.10

Convention

entre

les Chemins de fer fédéraux suisses CFF

société anonyme de droit spécial ayant son siège à Berne
Infrastructure
Horaire et design du réseau, Contrats
Avenue de la Gare 45
1003 Lausanne

(ci-après : les CFF)

et

la Confédération suisse

représentée par **l'Office fédéral des routes OFROU**
Division infrastructure routière Ouest
Filiale Estavayer-le-Lac
Place de la Gare 7
1470 Estavayer-le-Lac

(ci-après : l'OFROU)

**Relative à la prolongation et à l'entretien du passage inférieur Pi
routier, dit PI des Tuilleries (CFF) PS RC des Romelles 4805 (OFROU)**

(ci-après : l'ouvrage)

Dossier de Convention

entre

la **Confédération suisse**

représentée par

l'**Office fédéral des routes (OFROU)**

(ci-après l'OFROU)

et

les **Chemins de fer fédéraux suisses**

(ci-après les CFF)

concernant

N° de contrat	M363-0625
Objet d'inventaire n°	25.01.02.900.10
Commune	Bellevue (GE)
Parcelle	3529, 3530, 3856, 4059
RN, PR + m	N01a_VEN, PR 302+38
Tronçon d'entretien	03 Ferney - Coppet

la propriété, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage

PS CFF- RC des Romelles (4805)



Source: Office Fédéral de Topographie

500'411 / 122'916

Echelle : 1:25'000

1. Bases légales

Le présent dossier se fonde sur les bases légales suivantes :

- Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11) ;
- Ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111) ;
- Loi fédérale du 22 mars 1985 concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (LUMin ; RS 725.116.2)
- Ordonnance du 7 novembre 2007 concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (OUMin ; RS 725.116.21)
- Ordonnance du 23 novembre 1983 sur les chemins de fer (OCF ; RS 742.141.1).
- Directive ASTRA 12002 Surveillance et entretien des ouvrages d'art des routes nationales (2005)

2. Contexte

La Confédération est propriétaire des routes nationales depuis l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) le 1^{er} janvier 2008. En vertu des dispositions légales en la matière, la Confédération assume en principe les frais d'entretien et d'exploitation de ces voies de communication. Ces derniers comprennent notamment les dépenses liées aux parties intégrantes des routes nationales ainsi que celles liées à d'autres installations servant les routes nationales, indépendamment des relations de propriété.

Si les installations et/ou le terrain du domaine des RN sont utilisés en commun avec des tiers, l'OFROU détermine la participation fédérale en fonction des intérêts de la route nationale¹.

Le présent dossier contient la convention qui fixe, de gré à gré, la répartition des frais, les compétences ainsi que la procédure déterminante pour l'objet précité utilisé en commun par les CFF et les routes nationales. Elle a été signée par les CFF et le Canton de Genève.

Les droits et obligations du Canton de Genève sont repris intégralement par la Confédération.

3. Description de l'objet

Le PS CFF RC des Romelles (4805) est un pont dalle qui permet à la ligne CFF Genève-Lausanne de passer au-dessus de la route des Romelles. La route de Romelles est partie intégrante de l'autoroute - TRA A des Romelles (tranchée ouverte des Romelles). Le pont mesure 19 m. Il a été aménagé pour supprimer un passage à niveau anciennement PI des Tuileries. L'ouvrage comprend également le passage inférieur voyageurs de la halte des Tuileries, des escaliers et des rampes d'accès. Le pont a été élargi pour la troisième voie CFF répondant aux objectifs de Rail 2000.

Côté Jura, adjacente à l'ouvrage, une passerelle piétons-cycles a été aménagée pour le passage du chemin de la Glaise au-dessus de la route des Romelles. Elle fait l'objet du contrat M363-0628.

Diverses installations techniques liées à l'ouvrage (assainissement, électricité, télécom) font l'objet d'autres contrats, conventions ou autorisations.

4. Relations de propriété

L'objet se trouve sur les parcelles 3529, 3530, 3856 et 4059 de la commune de Bellevue. En vertu du Registre foncier les biens-fonds 3530 et 3529 sont propriété de la Confédération, le bien-fonds 3856 est propriété des CFF et le bien-fonds 4059 est propriété de la commune de Bellevue. L'ouvrage appartient entièrement aux CFF, y compris les escaliers et les rampes d'accès à la halte des Tuileries situés de part et d'autre de l'ouvrage. La chaussée et les trottoirs appartiennent à la Confédération.

¹ Art. 8, al. 3, OUMin

5. Contenu du dossier

Le dossier contient les documents suivants :

- convention 0600-2002-0065 du 3 février 2009
- orthophoto
- plan cadastral
- esquisse de l'ouvrage
- photos

Le présent dossier est rédigé en deux exemplaires ; les CFF en reçoivent un exemplaire.

Pour l'OFROU

Estavayer-le-Lac, le

Signatures

Office fédéral des Routes
Filiale Estavayer-le-Lac
Place de la gare 7
1470 Estavayer-le-Lac

06.08.2015

.....
Coraducci Stefano
Chef de la filiale F1

.....
Poffet Philippe
Responsable Patrimoine F1



Convention : 0600-2002-0065
Tronçon : Les Tuilleries - Chambésy
Commune : Bellevue
Ligne : Lausanne - Genève-Aéroport
Km : 55.741

Convention

entre les

Chemins de fer fédéraux suisses CFF (ci-après «les CFF»)

société anonyme de droit spécial ayant son siège à Berne

représentés par Infrastructure, Management des projets

Région de Lausanne

Case postale 345

1001 Lausanne

et

l'Etat de Genève (ci-après «le Canton»)

représenté par M. Mark Muller, Conseiller d'Etat en charge du département des constructions et des technologies de l'information (DCTI).

5, rue David Dufour

Case postale 22

1211 Genève 8

relative à

la prolongation et à l'entretien du passage inférieur (PI) routier, dit PI des Tuilleries

Convention no 0600-2002-0065 entre les CFF et l'Etat de Genève concernant la prolongation et l'entretien du PI des Tuileries

Art. 1

Situation initiale

En 1967, dans le cadre de l'aménagement de la route nationale sur la commune de Bellevue, il a été décidé de construire un passage inférieur routier qui sert également de passage inférieur voyageurs de la halte des Tuileries.

Par suite de la décision du parlement fédéral de réaliser Rail 2000 1^{ère} étape, les CFF ont réalisé une 3^{ème} voie entre Coppet et Genève afin d'augmenter la capacité de la ligne Lausanne - Genève. L'emprise de cette 3^{ème} voie a nécessité la prolongation du tablier du passage inférieur des Tuileries.

Art. 2

Description de l'ouvrage

Le tablier du pont constitué d'une dalle en béton précontraint dans sa partie ancienne, a été prolongé côté jura par une dalle en béton précontraint.

Conformément aux fiches techniques 01.211.1, 01.211.2 et 01.211.3 annexées à la présente convention, dont elles font partie intégrante, les dimensions principales de l'ouvrage sont les suivantes :

- a) l'ouverture libre entre les culées est de 16.00 m environ ;
- b) la hauteur libre minimum au-dessus du plan de roulement de la chaussée est d'environ 4.50 m ;
- c) le trottoir de 2.00 m de largeur, côté sud, est surélevé et ménage un passage ayant une hauteur libre de 2.20 m. Il est relié par un escalier de 1.50 m au quai de la halte.

Les parties utiliseront l'ouvrage pendant 100 ans dès sa prolongation, ce qui correspond à la durée de vie de l'ouvrage.

Art. 3

Maître d'œuvre

Les CFF ont assumé la fonction de maître d'ouvrage pour la prolongation du pont et le Canton pour la partie ancienne de l'ouvrage.

Art. 4

Bases du projet

Le projet et sa réalisation sont régis par les lois en vigueur, les règlements, instructions et directives des CFF ainsi que les normes SIA applicables au moment de l'élaboration du projet.

Art. 5

Approbations et accords

Le projet a reçu l'accord des CFF au sens de l'art. 18m de la loi fédérale sur les chemins de fer du 20 décembre 1957 (LCdF ; RS 742.101).

Version du 17 octobre 2008

Convention no 0600-2002-0065 entre les CFF et l'Etat de Genève concernant la prolongation et l'entretien du PI des Tulleries

Art. 6

Projet et direction des travaux

Pour la partie ancienne, le projet et la direction locale des travaux ont été confiés au Département des travaux publics, en collaboration avec les CFF.

Pour la partie nouvelle, le projet et la direction locale des travaux ont été confiés au bureau d'ingénieurs conseils De Céréville Géotechnique SA à Ecublens, en collaboration avec les CFF.

Les CFF ont assumé la direction générale des travaux. Les CFF ont coordonné les prestations ferroviaires et la sécurité de l'exploitation ferroviaire.

Art. 7

Documentation sur les travaux

A la fin des travaux de prolongation, les CFF conservent un dossier de l'ouvrage comportant notamment les calculs statiques de la structure porteuse, ainsi qu'un jeu de plans de l'ouvrage mis à jour.

Art. 8

Propriété foncière et autres droits

L'usage du domaine ferroviaire au point de croisement est cédé gratuitement sur la base de la loi sur les chemins de fer [art. 24 ss de la loi sur les chemins de fer du 20 décembre 1957 (LCdF ; RS 742.101)].

Les limites des biens-fonds et les rapports de propriété des terrains restent inchangés.

Le Canton veille à ce que les CFF puissent raccorder gratuitement les drainages de l'ouvrage au système des canalisations publiques.

Art. 9

Propriété de l'ouvrage

a) Demeurent la propriété du Canton sur les terrains des CFF :

la chaussée et les trottoirs.

b) Demeurent la propriété les CFF :

La partie ancienne et nouvelle du passage inférieur, comprenant le tablier, les appuis, les culées et ses équipements. Les installations ferroviaires elles-mêmes pour la totalité de l'ouvrage, telles que les voies, les traverses, le lit de ballast, les équipements de sécurité, les câbles, la ligne de contact et ses supports.

Version du 17 octobre 2008

Convention no 0600-2002-0065 entre les CFF et l'Etat de Genève concernant la prolongation et l'entretien du PI des Tulleries

Art. 10

Frais d'investissement et répartition des coûts

Pour la partie ancienne, les CFF ont versé un montant forfaitaire de CHF 758'000.- en compensation de la suppression du passage à niveau, le solde a été pris en charge par le Canton.

Pour la partie nouvelle, tous les frais d'investissement, y compris ceux liés au projet et à la direction des travaux pour la réalisation de l'ouvrage (CHF 1'055'000.-, TVA comprise), ont été supportés par les CFF. La Commune de Bellevue a pris en charge la construction de la passerelle à piétons côté Jura.

L'ensemble des prestations à fournir par les CFF dans le cadre du projet, comme , le service de sécurité, l'adaptation des installations de voie, de sécurité et de lignes de contact, le suivi des travaux de construction et les dépenses supplémentaires résultant de la mise hors service temporaire de voies, de ralentissements, etc. fait partie des frais de construction.

Art. 11

Conservation de l'ouvrage (norme SIA 469)

a) Pendant la durée d'utilisation contractuelle de l'ouvrage

Les termes de surveillance, maintenance, remise en état, rénovation et remplacement utilisés dans la présente convention correspondent à ceux de la norme SIA 469.

L'ouvrage ainsi que d'autres installations éventuelles doivent être inspectés périodiquement (tous les 5 ans), à la charge du propriétaire de la partie d'installation concernée. Si les inspections sont effectuées par des tiers, les CFF ou le Canton se réservent le droit de contrôler les documents d'inspection et autres documents y relatifs. Les parties se concertent pour planifier ces inspections en même temps.

Les frais de maintenance et de remise en état de l'ouvrage, ainsi que les frais de remplacement de parties d'installations, notamment celles énumérées ci-dessous, pendant la durée d'utilisation contractuelle et donc avant le remplacement ou la rénovation de l'ensemble de l'ouvrage, ce en raison de leur durée de vie inférieure à celle de l'ouvrage, sont répartis comme suit :

Clé de répartition des coûts			
Elément d'ouvrage	Maintenance	Remise en état	Renouvellement de l'élément existant
Dalle, appuis et culées	CFF	CFF	CFF
Drainage des murs et culées	CFF	CFF	CFF
Escalier d'accès au quai	CFF	CFF	CFF
Escalier d'accès à la passerelle côté sud	CFF	CFF	CFF
Bordures et garde-corps	CFF	CFF	CFF
Installations ferroviaires	CFF	CFF	CFF
Chaussée et trottoirs	Canton	Canton	Canton

Version du 17 octobre 2008

Convention no 0600-2002-0065 entre les CFF et l'Etat de Genève concernant la prolongation et l'entretien du PI des Tuileries

Revêtement	Canton	Canton	Canton
Murs de soutènement	Canton	Canton	Canton
Eclairage	Canton	Canton	Canton

Le Canton assure à ses frais l'entretien de la chaussée et des trottoirs (y compris les revêtements et au-dessous de ces derniers, l'étanchéité aux eaux souterraines, les peintures de protection contre l'action du sel de déneigement), le nettoyage (y compris le vandalisme et les graffiti) et le service hivernal.

Tout dommage à des objets qui menacent ou sont susceptibles de mettre en danger l'exploitation ferroviaire doit être réparé sans délai par les partenaires selon la clé de répartition définie à l'art. 11. En cas de litiges, c'est l'autorité de surveillance des chemins de fer (art. 40 LCdF) qui statue sur la nécessité d'exécuter des travaux. Demeurent réservées les mesures immédiates selon les articles 19 et 21 LCdF.

Dans la mesure où il ne s'agit pas de l'entretien habituel et courant des routes et chemins, le Canton n'est pas autorisé à exécuter des travaux d'entretien au-dessus du ou sur le domaine ferroviaire sans en avoir informé les CFF, dans les délais appropriés, et obtenu leur autorisation préalable. Cette obligation d'informer et d'être préalablement autorisé s'applique également aux travaux d'entretien qui touchent le domaine ferroviaire ou qui menacent ou sont susceptibles de menacer l'exploitation ferroviaire.

b) Après l'expiration de la durée d'utilisation contractuelle de l'ouvrage

Les frais de remplacement, de remise en état et de rénovation de l'ouvrage ou de parties d'installations après l'expiration de la durée d'utilisation contractuelle de l'ouvrage global sont répartis à ce moment-là entre le Canton et les CFF en fonction de la situation juridique et des intérêts prévalant alors.

Art. 12

Obligation d'approbation pour les conduites de service

Pour les câbles électriques, conduites de gaz, d'eau et d'évacuation etc. passant dans ou à côté de l'ouvrage, des plans particuliers correspondant à l'«instruction BT 17/97 relative aux projets et à l'exécution de prestations de tiers au-dessous et à proximité des voies ferrées» ainsi qu'à la directive DI 02/01 «Instructions concernant les conduites de tiers affectant des biens-fonds les CFF (croisements, parallélismes et cas particuliers)» doivent être remis aux CFF pour approbation.

Art. 13

Restrictions de circulation

Dans l'hypothèse où la géométrie ou la construction de l'ouvrage imposerait des restrictions de circulation (hauteur, largeur, interdiction générale de circuler), le Canton est tenu de mettre en place, à ses frais, la signalisation adéquate et, le cas échéant, de prendre les mesures appropriées.

Version du 17 octobre 2008

Convention no 0600-2002-0065 entre les CFF et l'Etat de Genève concernant la prolongation et l'entretien du PI des Tullerles

Art. 14

Responsabilité

Le Canton et les CFF sont responsables des dommages corporels, matériels et économiques (interruption de l'exploitation, ralentissements, etc.) survenant en raison de manquement aux obligations qui leur incombent (surveillance, maintenance, remise en état, rénovation et remplacement) selon l'art. 11 ci-dessus. Le Canton et les CFF sont libérés, réciproquement, d'éventuelles prétentions en dommages et intérêts dirigées contre eux par des tiers et fondées sur des manquements aux obligations prévues à l'art. 11 pour les parties de l'ouvrage qui ne sont pas à leur charge. Si le dommage est imputable à une faute de l'une des parties ou de son personnel, la responsabilité de l'autre est réduite selon les principes juridiques applicables.

Art. 15

Publicité

Le droit d'apposer de la publicité, de quelque type que ce soit, sur l'ouvrage situé sur les terrains des CFF, est exclusivement réservé aux CFF.

Art. 16

Durée et transfert de la convention

La présente convention entre en vigueur rétroactivement le 05.02.2003.

Elle est conclue pour une durée ferme de 100 ans. Sauf résiliation des partenaires 12 mois à l'avance, elle est reconduite tacitement d'année en année.

En cas de démantèlement des installations situées sur les terrains CFF, le Canton doit à ses frais apporter la preuve que le territoire utilisé par lui n'est pas pollué. Un traitement éventuel de sites contaminés dont la pollution découle de l'utilisation par le Canton est intégralement à la charge du Canton.

La présente convention ne peut être transférée à un tiers qu'avec l'accord des partenaires.

Art. 17

For

De manière générale, les litiges éventuels seront soumis à l'Office fédéral des transports. En cas de litige relevant de la compétence des tribunaux civils, les tribunaux du lieu de situation de la chose sont exclusivement compétents.

Art. 18

Convention abrogée

L'entrée en vigueur de la présente convention a pour effet d'abroger la convention No 21'990 du 16.02.1967 entre la Direction du 1^{er} arrondissement des Chemins de fer fédéraux suisses et la République et Canton de Genève.

Version du 17 octobre 2008

Convention no 0600-2002-0065 entre les CFF et l'Etat de Genève concernant la prolongation et l'entretien du PI des Tulleries

Art. 19

Documents de base

Au surplus, les documents suivants ont été appliqués pour la construction de l'ouvrage :

Ordonnance du 23 novembre 1983 sur la construction et l'exploitation des chemins de fer (ordonnance sur les chemins de fer [OCF], RS 742.141.1) ;

Normes SIA et VSS applicables, notamment les normes SIA 160 (édition 1989), 161 (édition 1990), 162 (édition 1993) et 469 (édition 1997) ;

Principes généraux, profils en travers normaux et dispositions constructives pour ponts rails avec lit de ballast pour voie normale, W AM 01/02 du 1^{er} septembre 2002.

La présente convention est établie en 2 exemplaires. Le Canton et les CFF en reçoivent chacun un exemplaire daté et signé par les deux parties.

Genève, le

Pour la République et Canton de Genève



Mark Muller
Conseiller d'Etat en charge du département des
constructions et des technologies de l'information



Berne et Lausanne, le - 3 FEV. 2009

Pour les CFF
Infrastructure



Peter Füglistaler
Chef des finances
Finances et Droit



Jean-Luc Spertini
Chef de région
Management des projets
Lausanne

Version du 17 octobre 2008

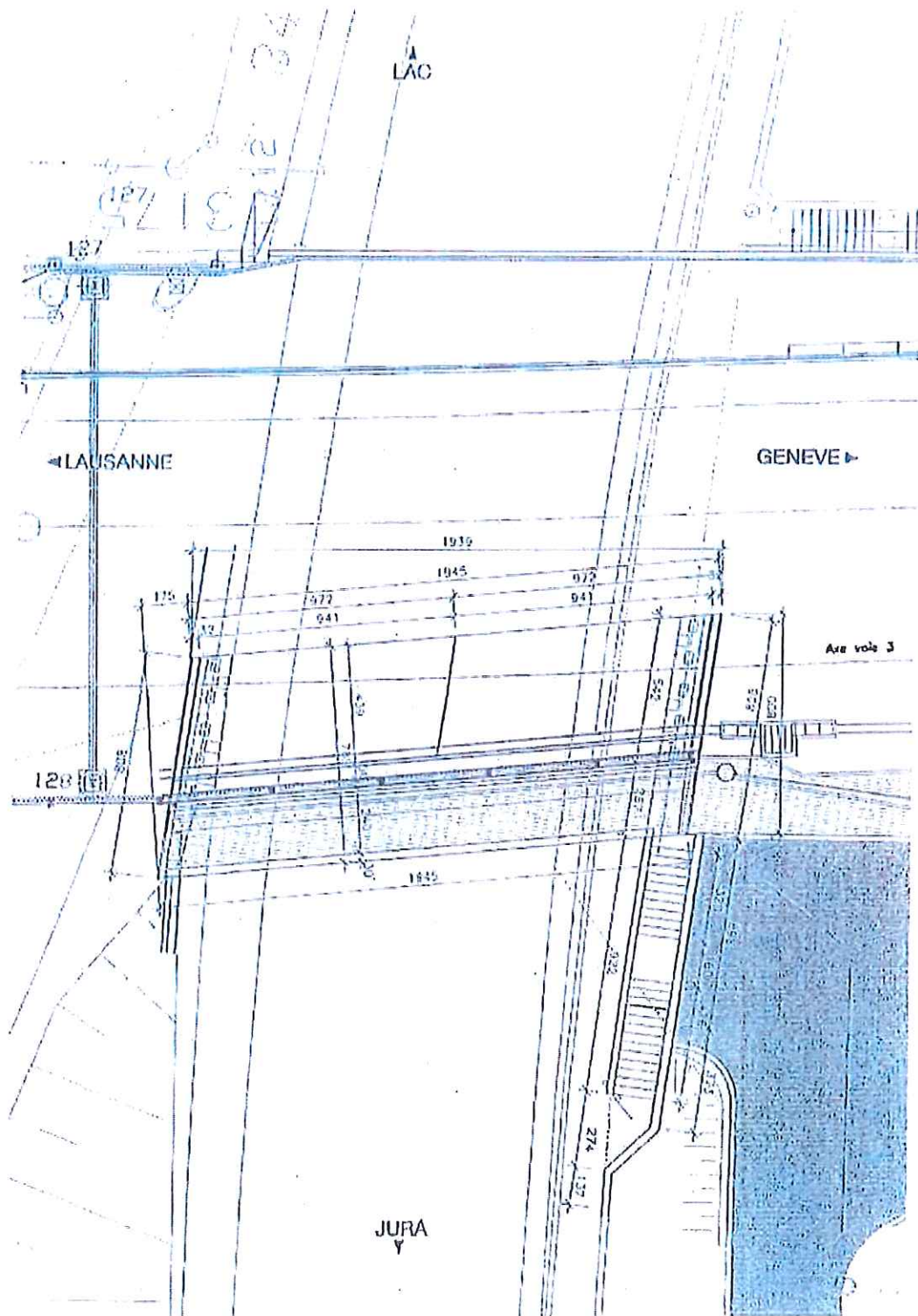
Nom de l'ouvrage : Pl des Tuileries

N° de l'ouvrage : 01.211
Nom de l'ouvrage : Pl des Tuileries

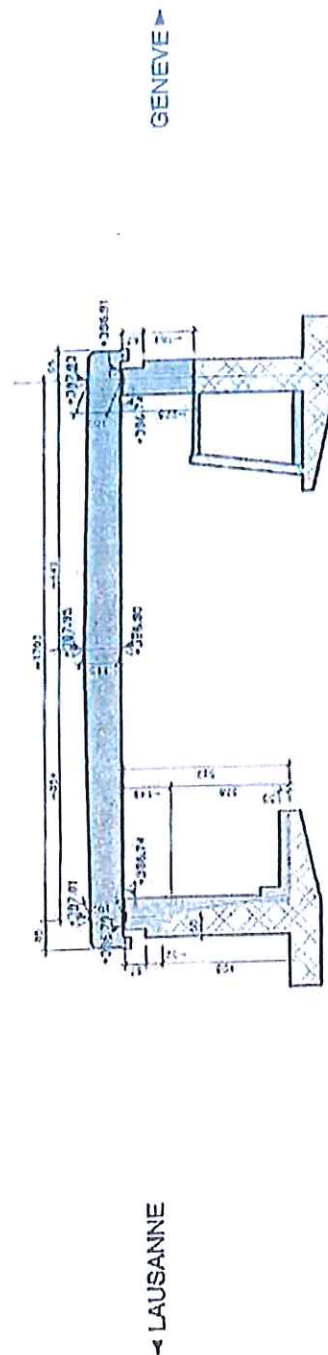
Km : 55'741

2

SITUATION 1:200



3



Annexe : orthophoto

N01a

Canton de Genève

Commune de Bellevue
PS CFF RC des Romelles (4805)

Etabli par: Jaqueler-Pointet SA

Géodonnées © Office Fédéral de Topographie / vol de 2012

